

Financement des investissements

Investment financing

ALAMI Najia

Doctorante chercheuse

Faculté des Sciences, Juridiques, Economiques et Sociales

Université Hassan I Settat

Laboratoire de Recherche en Economie, Gestion et Management des Affaires

Maroc

Najat.alami.bedraoui@gmail.com

Date de soumission : 05/03/2022

Date d'acceptation : 09/06/2022

Pour citer cet article :

ALAMI N. (2022) «Financement des investissements», Revue Internationale du Chercheur «Volume 3 : Numéro 2» pp : 861 - 879

Résumé

Le but essentiel de ce travail est l'analyse de la complexité de financement des entreprises marocaines, en mettant l'accent sur les techniques de financement qui sont disponibles pour ces entreprises, pour trouver un équilibre entre les recettes engendrées et les dépenses. Cela veut dire, il faut faire une bonne étude de son projet d'investissement pour mieux choisir un bon plan de financement. Le financement des exigences d'une entreprise a à la fois des fondements et des structures diverses. Les avoirs de l'entreprise peuvent être concentrés d'après leur origine économique. On peut faire alors, une différence entre les fonds propres et les capitaux extérieurs. Dans la première hypothèse, on vise l'autofinancement des entreprises, alors que dans la seconde nous remarquons qu'il s'agit à la fois des apports définitifs et les capitaux propres. S'agissant des ressources des entreprises provenant de fonds d'origine externe qui sont les fonds propres et les capitaux d'emprunts, force est de constater l'existence d'un phénomène d'évolution de la frontière séparant les notions d'endettement de celle de fonds propres. L'entreprise a en effet recours, de façon croissante, à des outils financiers qu'on peut qualifier de mixtes ou d'hybrides en raison des aspects qui sont empruntés à la fois des instruments de capitaux et aux instruments de dettes.

Mots-clés : « Financement » ; « Investissement » ; « Capitaux » ; « Entreprise » ; « Structure ».

Abstract

Financing the requirements of a business has both diverse foundations and structures. Company assets can be concentrated according to their economic origin. We can then make a difference between equity and external capital. In the first case, the aim is the self-financing of companies, while the second covers both the contributions to be final, which are equity capital, and the loan funds, which are financial and bank debts. With regard to corporate resources from funds of external origin, such as equity and loan capital, it is clear that the boundary between the notions of indebtedness and that of equity. The company is in fact increasingly using financial tools that can be described as mixed or hybrid because of the aspects that are borrowed from both equity instruments and debt instruments.

The main purpose of this work is to analyze the financing complexity of Moroccan companies, focusing on the financing techniques that are available to these companies to find a balance between the revenues generated later and the expenses. This means making a good study of your investment project to better choose a good financing plan.

Keywords : "Funding" ; "Investment" ; "capital" ; "Business" ; "structure"

Introduction :

“Faites-moi de bonne politique et je vous ferai de bonnes finances¹.” Baron Louis

L'entreprise est le lieu dont la richesse est créée. Elle met en œuvre des moyens intellectuels, humains, matériels et financiers pour produire, transformer ou distribuer des biens et des services conformément aux objectifs fixés par le dirigeant.

Les investissements de l'entreprise sont souvent définis selon leur nature : (Immobilisations sont les biens fonciers, financiers comme le titre de capital ou bien industriels et/ou commerciaux et ils visent les actifs immobilisés corporels et incorporels).

Toute entreprise nécessite des capitaux pour financer son exploitation comme l'achat des matières premières, les stocker, les faire transformer, et après faire un stockage des produits finis, ce processus d'exploitation peut s'avérer long, ce qui nécessite un financement important.

Plusieurs réformes ont été mises en place et ce à partir des années 1990, en vue d'équiper le Maroc d'un système financier moderne et solide capable de garantir une mobilisation efficace de l'épargne et son attribution efficiente dans le circuit économique. Une méthode multidimensionnelle a été adoptée, allant de la réforme du secteur bancaire et des marchés de capitaux à celle de la politique monétaire et de changes, afin de garantir une plus grande cohésion des opérations et une meilleure compétitivité du système financier marocain.

Pour pouvoir produire, l'entreprise a besoin : Matières premières, une main-d'œuvre, mais surtout de divers équipements : terrains, constructions, matériel de fabrication, etc... ; ces équipements constituent l'outil de production.

Que ce soit pour sa création ou pour les nécessités de son développement, l'entreprise est obligée d'investir, c'est-à-dire de se procurer des moyens de production nouveaux. Ils permettront à l'entreprise de produire plus pour dégager des profits complémentaires.

Le choix des investissements est une décision qui permettra à l'entreprise d'avoir un équilibre pour son bilan et une rentabilité financière.² Toute entreprise est obligée de trouver l'investissement qui accroîtra sa rentabilité, mais avec un endettement qui s'avère parfois très lourd pour elle, à l'inverse de l'entreprise prudente qui limite ses investissements et remet en

Baron Louis Ministre des finances Français 1830

Houssam ELRHOULAM (2021) ; « Aspect théorique de la modélisation de l'investissement » Revue internationale de Sciences de Gestion.

cause son développement. L'entreprise a le droit d'optimiser sa rentabilité mais en prenant compte des contraintes liées au financement.

L'environnement de l'entreprise, que ce soit économique ou législatif, joue un rôle important sur l'accès et le coût de plusieurs ressources offertes aux entreprises par les banques et les sociétés de financement. Cet environnement impactera les programmes d'investissement pour lesquels les représentants légaux prennent des risques c'est-à-dire l'entreprise choisira entre plusieurs modes de financement et ce en fonction de sa taille et surtout de sa stratégie.

Pour bien cerner tout ce qui a été déjà fait sert à mieux placer la recherche de façon à ce qu'elle ajoute un plus, c'est ce qu'il est appelé l'originalité (Dumez, 2011), cette originalité revêt diverses acceptations tel que l'originalité de synthèse des travaux qui sont faits auparavant, adapter les résultats procurés par ces travaux dans d'autres situations, traduire des idées et des pratiques d'une autre façon, ainsi que de collaborer à l'évolution de la connaissance au moment où l'on accomplit la revue de littérature. Cette synthèse des travaux aide donc à dresser une limite de ce qui a été connu et fait (Hart, 2009), désormais, on connaît bien sur quoi on peut travailler, ce qui apporte de la singularité et l'intensité à la potentielle problématique à étudier.

Le but essentiel de la présente recherche est d'approfondir l'analyse des différentes formes spécifiques au financement des PME, sachant que ces entreprises sont aussi tributaires de leur environnement avec les tiers pour avoir les fonds nécessaires pour préserver au maximum leur indépendance. Pour garder leur continuité ou leur développement. Ce qui nous amène à se poser les questions suivantes :

- ❖ **Comment améliorer le contexte financier de l'entreprise ?**
- ❖ **Quelle méthode choisir pour avoir des coûts raisonnables pour les fonds propres ?**
- ❖ **Est-ce qu'une augmentation de capitale est bénéfique pour l'entreprise ?**
- ❖ **Ce sont ces questions qui ont contribué au choix de ce sujet.**

Notre recherche consiste à déterminer comment l'orientation de l'entreprise marocaine se manifeste dans son contexte financier ? ainsi que les moyens techniques de financement employé pour évoluer dans son environnement.

En vue de mieux comprendre et développer ces interrogations, nous allons d'abord aborder dans une première partie le contexte financier de l'entreprise et dans la seconde partie l'augmentation de capital.

1. Contexte financier de l'entreprise et Les coûts des fonds propres :

Le mode de financement des investissements s'inscrit dans une situation économique un peu délicate ; le chef d'entreprise est censé tenir compte de ses ressources qui auront des coûts velléitaires qui développeront ou pénaliseront les résultats de l'entreprise à savoir :

- ❖ L'environnement global :
- ❖ Le coût des fonds propres :
- ❖ Incorporation des bénéficiaires :

Il est important de connaître le montant de l'investissement, c'est pourquoi il est indispensable de calculer les nécessités de financement de l'entreprise pour prévoir les types de financement pour permettre à celle-ci de bien conclure ses activités. Les investissements sont financés d'une manière générale soit par l'épargne ou l'endettement bancaire.

C'est une mesure de la part du revenu disponible brut qui est mise de côté par les ménages après consommation finale. Elle est équivalente au rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut. L'entreprise peut aussi financer ses investissements par autofinancement, sans avoir recours à des capitaux extérieurs. C'est la seule solution qui est présentée à l'entreprise pour être indépendante des tiers, mais son inconvénient majeur c'est la limitation des possibilités d'investissement de l'entreprise.

Pour cette raison, le recours aux prêts bancaires reste la solution la plus adéquate et la plus courante, et peut être la seule possibilité pour la quasi-totalité des petites et moyennes entreprises. Cependant, il ne faut pas négliger que ce mode de financement présente plus d'inconvénients pour l'entreprise qui reste subordonnée aux aléas de la distribution des crédits (montant, coût, délais, etc.) et à la politique établie par la banque (choix des risques, garanties, etc.).

En ce qui concerne l'autofinancement, c'est le mode de financement le plus facile à mettre en place de la part des entreprises : Qui dit autofinancement dit réserves financières de l'entreprise que cette dernière a pu générer et conserver à partir de ses ressources bancaires et de ses capacités de productions³. L'autofinancement est entièrement lié à la valeur ajoutée qui est disponible au sein de l'entreprise et par ailleurs à sa rentabilité.

Albouy M. (1994) « Financement et coût du capital ». Ed Eyrolles

Dans le cadre, d'une enquête établie par la Banque Européenne d'Investissement dans certains pays du Sud de la Méditerranée et affichée dans un rapport BAM, les résultats indiquent que les fonds propres et les bénéfices non répartis constituent l'importante source de financement des PME marocaines, avec une part assez importante pour l'investissement et importante pour le besoin en fonds de roulement (BFR). Quant au crédit bancaire, il y contribue avec une part assez minime. Les potentialités d'épargne de l'entreprise ne peuvent pas être mobilisées en totalité pour l'investissement. La faculté d'autofinancement doit supporter la rémunération des actionnaires et aussi le financement des besoins circulants. Alors l'entreprise se retournera certainement soit au marché boursier, soit aux établissements bancaires.

1.1.Le financement des entreprises : Revue de littérature :

Les entreprises associent plusieurs caractéristiques spécifiques, en ce qui concerne la satisfaction des besoins de financement, les sociétés doivent relever de nombreux défis (Mr Cherif 1999), l'asymétrie informationnelle et le bruit de la communication entre les créateurs des entreprises et des mécanismes de financement classiques. Les défis à relever pour le financement sont les mêmes que d'autres types de placements, mais tous deux accentués et cumulatifs (Hall, 2005). Nous cherchons à examiner les principales formes de financement que peuvent utiliser les entreprises pour financer leurs activités.

Nous essaierons d'examiner les principales méthodes de financement auxquelles elles ont recours pour le financement de leur projet.

Le financement se rapporte aux ressources internes ou externes qui sont mises en œuvre et placées à la disposition d'une entreprise, pour réaliser ses activités habituelles ou des investissements extraordinaires. Pour ce qui est du financement interne, appelé aussi autofinancement, c'est la capacité d'une entreprise à se financer par ses propres moyens

❖ Marché boursier :

L'afflux de l'épargne mise sur le marché boursier dépend principalement de la capacité d'épargne des ménages et des entreprises, de même que des canaux aptes à la collecter et la rentabiliser. Cette même épargne est liée à l'attitude de l'épargnant, à la conviction qu'il a dans le marché boursier.

❖ **Marché Bancaire :**

Les petites et moyennes entreprises marocaines ont tendance à privilégier le financement bancaire car elles ne peuvent pas accéder aussi facilement aux marchés des capitaux que les grandes entreprises.

D'ailleurs, les PME marocaines se particularisent habituellement par une défaillance dans les fonds propres et une sous-capitalisation qui est d'habitude due à une insuffisance de réinvestissement dans l'entreprise. Aussi, le manque de motivation des banques envers le financement des PME est peut-être lié à la coordination et au genre de management que l'entreprise adopte, la déficience dans la transparence dans les bilans financiers, en plus d'un manque au niveau du capital humain.

Le financement bancaire au Maroc reste le principal mode de financement dans l'économie nationale. D'après les rapports officiels de la banque Al Maghreb, le système bancaire marocain compte 86 établissements de crédit et organismes assimilés, Plus de la moitié des guichet bancaires mis en place sont détenus par des banques à capital privé et majoritairement marocain. Ces dernières possèdent également la majorité des actifs et centralisent les dépôts et les crédits à la clientèle. En deuxième place on trouve les banques à capital généralement public sauf pour le crédit à la clientèle où les banques à capital dont la majorité est étranger détiennent 19% de part de marché.

❖ **Structure du système bancaire**

<i>Nombre d'établissement de crédits et assimilés</i>	Juin 2019
Banques	19
Dont banques cotées	6
Banques participatives	5
Sociétés de financement	28
Crédits à la consommation	12
Crédit-Bail	7
Crédit immobilier	2
Cautionnement	2
Affacturage	2
Autres sociétés	3

Banques Offshore	6
Associations de micro-crédit	13
Etablissements de paiement	13
Autres établissements	2
Total	86

Source : Auteur

Le financement des investissements réalisé par les banques, couvre une part très importante, la banque utilise l'argent des contribuables qu'elle gère pour créer la monnaie et ce par les crédits qu'elle octroie⁴.

Après trois années de la constitution de la première société de leasing en France. « LOCAFRANCE » que vient la naissance en 1965, de « MAROC-LEASING »⁵ dans le capital économique du royaume, c'était la première société marocaine en la matière. Au lendemain de l'indépendance, les services publics étaient gérés par le groupe de la banque de paris et des Pays-Bas suivant le système des concessions.

Juste après la réalisation de la reprise par les services publics, il était nécessaire de gérer le portefeuille de titres de participations des anciens concessionnaires. C'est la raison pour laquelle deux sociétés financières ont été constituées :

- La société financière franco-marocaine d'études et d'équipements ;
- et la compagnie franco -marocaine (CFM).

Dès leur constitution, ces deux sociétés ont disposé d'importantes sommes d'argent accordées par le gouvernement pour la reprise des concessions, ce qui a permis d'investir une partie non négligeable à l'étranger de ces fonds, et pour le développement de l'économie Marocaine, notamment la création d'autres sociétés, à savoir :

- Compagnie marocaine de location d'équipement :
- MAROC-LEASING dont le siège est à Casablanca,

Le crédit-bail est technique de mode de financement, il a été introduit dans la loi concernant les sociétés, il porte généralement sur les biens mobiliers et les biens immobiliers.

La société financière spécialisé dans ce genre de contrat est la plupart de temps est une filiale d'une grande banque, elle propose à l'investisseur d'acheter à sa place le bien concerné et de le

Charreaux, &Gerard. (2014). « Finance d'entreprise ». ED EMS.P.20

mettre à sa disposition en contrepartie le paiement d'un loyer et ce d'après des conditions contractuelles spécifiques : Ex : La durée du contrat, la valeur du rachat à la fin de la période dans le cas où le loueur souhaite devenir propriétaire *du bien loué, du taux d'intérêt de l'opération financière etc.....*

Alors, l'entreprise a, à sa disposition le bien loué, avec la possibilité d'achat en fin de la période convenue. On peut constater que le crédit-bail est une opération financière qui s'appuie sur les mêmes critères de rentabilité que ceux offerts par les banques.

1.2. Autres modes de financement :

La quête des moyens de financement d'une manière rapide et mobilisable (Surtout en cas d'endettement) a poussé les entreprises à faire des *opérations* sur leur actifs. Parmi les opérations dont l'objectif est de rendre les actifs « liquides » c'est vendre un bien de l'entreprise avec une plus-value importante et la plus récente c'est la titrisation des créances commerciales. Le lease-back est une technique utilisée par l'entreprise, lorsque cette dernière n'a pas l'intention de quitter son local, elle préfère le vendre, puis l'acquérir de nouveau par le moyen d'un crédit-bail avec l'option d'achat en fin de la période et ainsi elle reviendra propriétaire⁶.

La deuxième opération est qui plus récente dans la gestion du bilan c'est la titrisation des créances, c'est une technique utilisée dans les pays anglo-saxons. Elle consiste à vendre les propres créances de l'entreprise à un fond commun de créances qui va lui-même se financer par l'émission des titres qui seront mis à la disposition des investisseurs.

1.2.1 Les taux d'intérêt :

Le mode de financement d'une entreprise est aussi dépendant du taux d'intérêt et son rapport avec le taux de rentabilité de l'investissement.

Le taux d'intérêt est un élément décisif dans les investissements, si le taux est élevé il y a une baisse de solvabilité et par conséquent une baisse d'investissement. Les entreprises affirment le taux d'intérêt à une grande importance sur l'investissement : En effet le coût des emprunts compte dans la rentabilité attendue. Elles considèrent que le taux d'intérêt est un des facteurs de l'investissement, ainsi les industriels estimaient que le taux d'intérêt influence sur la décision d'investir.

Charreaux, &Gerard. (2014). « Finance d'entreprise ». ED EMS.P.20

1.2.2. Contexte de l'entreprise :

L'entreprise nouvellement créée, qui bénéficie d'une forte croissance, doit investir pour honorer la forte demande. Elle est obligée de financer simultanément ses investissements et ses exigences à court terme. Les emprunts bancaires sont le financement le plus facile à mettre en place, et donc les plus privilégiés.

Le capital-risque peut être une solution dans les secteurs à fort potentialité de développement et une rentabilité rapide. Une jeune entreprise doit se contenter de l'épargne privée. L'entreprise cherche le financement qui peut avoir un certain équilibre entre la rentabilité des capitaux propres, les possibilités d'endettement et l'autofinancement. Pour l'entreprise qui cherche à faire un investissement dans un secteur en régression, elle doit l'autofinancer au maximum pour réduire le risque financier. Il faut savoir que l'évolution de l'entreprise ne se mesure pas seulement à sa courbe de vie, mais dépend aussi de sa stratégie politique.

1.3. Les impératifs financiers :

Il ne suffit pas de maîtriser les capitaux nécessaires pour l'activité de l'entreprise. Le responsable financier est obligé d'apprécier la distribution parfaite entre les fonds propres et les dettes. Son choix doit tenir compte des coûts des capitaux, la rentabilité financière de l'entreprise, ainsi qu'un certain équilibre dans le passif du bilan de l'entreprise.

❖ Le coût des capitaux :

Théoriquement, les capitaux par emprunt sont définis par le taux d'intérêt que la banque a retenu.

❖ Les coûts des fonds propres dépendent aussi bien de la politique de distribution des dividendes que du coût d'opportunité des immobilisations

❖ Le coût des fonds propres :

La plupart croit que le coût des fonds propres est dérisoire, voir même inexistant, assimilé à la dette bancaire. Mais en réalité, le coût des fonds propres est variable d'une entreprise à l'autre ou d'un secteur à un autre.

L'entreprise cotée en bourse doit respecter un ensemble d'obligations (Distribution des dividendes, respect de la réglementation boursière, information des actionnaires etc...), ce qui augmentent le coût de ses propres capitaux, tandis que PME familiale est moins soumise à la pression de ses actionnaires non dirigeants, elle a plus de souplesse pour converger les intérêts

de l'entreprise avec ceux des associés. (Moins d'obligations concernant l'information, la distribution des dividendes...).

Avant de souscrire une augmentation de capital dans une entreprise, et puisque l'investisseur cherche à optimiser son placement, alors il doit prendre compte du taux de rendement prévisionnel de son investissement avec le taux d'intérêt mis en place par le marché financier.

Le rendement prévisionnel est défini comme le profit net par action ; cela veut dire, qu'une partie de distribuée sous forme de dividendes, et l'autre partie sera mise en réserve pour contribuer comme plus-value en capital, c'est pour cette raison, que lors d'une augmentation de capital, l'investisseur porte toute son intention aux manifestations de la dilution qui sont à la base de la dépréciation du bénéfice net par action.

1.3.1. Le coût de la dette :

❖ La dette recouvre :

- Le crédit de fournisseurs ainsi que les autres dettes assimilées qui ne sont pas rémunérées.
- Les crédits bancaires dont les taux dépendent du marché monétaire.
- Les emprunts obligataires et les prêts à long terme dont les taux reposent sur les taux moyens des obligations qui sont sur le marché financier.

En conclusion, le coût de la dette est le produit du taux d'intérêt qui émane de différentes sources et dont l'impact change en fonction de la répartition des postes rémunérés du passif.

Il s'exprime par le ratio :

$$\frac{\text{Frais financier}}{\text{Dette}}$$

❖ Le coût global :

Même en décomposant le coût des fonds propres et le coût de la dette lors de la réflexion du dirigeant de l'entreprise sur le financement des investisseurs, il devra bien raisonner. En effet, le ratio :

$$\frac{\text{Frais Financiers}}{\text{Chiffre d'affaires}}$$

Il peut s'analyser ainsi :

$$\frac{\text{Frais Financiers}}{\text{Dettes}} \times \frac{\text{Dettes}}{\text{Passif}} \times \frac{\text{Passif}}{\text{Chiffre d'affaires}}$$

Cela signifie que la quote-part des frais financiers dans le chiffre d'affaires est liée aux taux moyens de rémunération de la dette, la part de l'endettement dans le financement total, d'un taux de rotation du capital.

❖ Rentabilité financière :

La sélection d'un mode de financement à un impact direct sur la rentabilité de l'entreprise (Et, donc sur celle des fonds propres) qui ne peut être déterminé que dans le cadre du compte de résultat.

L'excédent brut d'exploitation prévisionnel (E.B.E) que l'entreprise a dégagé est considéré comme le point de départ de l'analyse de la rentabilité financière, et peu importe qu'il soit par le développement de l'activité ou la recherche de gains de productivité.

La rentabilité économique prévisionnelle d'un investissement peut être calculée à partir de cet E.B.E de la manière suivant et elle s'exprime par ratio⁷ :

$$\frac{E B E}{\text{Investissement} + B. F. R}$$

❖ L'effet de levier :

Parfois les entreprises peuvent avoir recours à l'endettement pour qu'elles puissent satisfaire leurs besoins de financement, bénéficiant ainsi d'un taux de rendement plus élevé pour leurs fonds propres : c'est l'effet de levier.

Tant que la rentabilité économique est supérieure aux taux de rémunération de la dette, la rentabilité financière de l'entreprise, augmentera grâce à l'endettement. Ensuite l'effet de levier déterminera la rentabilité financière de l'entreprise.

Pourtant, l'effet de levier à ses propres limites :

- ❖ Le surendettement va forcer la vulnérabilité financière de l'entreprise en anéantissant l'équilibre entre les fonds propres et les dettes dans le passif du bilan.

Financepourtout : (2019). « Effet de levier » Grandgouillot, Beatrice. Grandgouillot, Francis. (2010/2011). « Finance » Ed. Gualino. P.77.

- ❖ Causer une hausse de taux de rémunération de la dette qui pourra impacter la rentabilité financière de l'entreprise.
- ❖ Le chef de l'entreprise doit trouver une bonne adéquation entre la rémunération des différents facteurs de productions (Amortissement, frais financiers, impôts, dividendes, le personnel).

1.3.2. Actions et obligations :

Quand l'entreprise favorise le financement par emprunt, le poids élevé de ses frais financiers peut diminuer son programme d'investissement. Les modes d'investissements sont bien plus difficiles à établir que les taux d'intérêts réels sont élevés. Cette situation peut forcer l'entreprise à ne retenir que ceux dont la rentabilité immédiate est élevée, alors, le responsable financier est obligé de trouver les moyens de financement les moins directement liés aux taux bancaires.

Deux résultats s'offrent à l'entreprise d'une certaine taille :

- ❖ Financement par emprunt obligataire.
- ❖ Financement par émission d'action.

L'emprunt obligataire a presque les mêmes caractéristiques que l'emprunt bancaire à savoir : Taux, durée, modalités de remboursement qui sont déterminées au début.

Sauf que le taux d'emprunt obligataire est relativement moins élevé que celui de l'emprunt bancaire. Il ne contient pas la prime de risque du banquier, et consiste en un financement direct auprès de l'épargnant. Mais malgré ça, le taux reste lié au taux du marché monétaire⁸

Tandis que le financement par actions n'a pas de lien direct avec le taux du marché parce que la rémunération inclut un rendement à court terme (Dividende), et une plus-value masquée. Le coût immédiat peut être faible et compter une meilleure rentabilité des investissements.

Dans la situation où le taux d'intérêt réel est élevé, la rémunération des actions est moins onéreuse que celle des obligations.

❖ Equilibre financier :

Il est d'accoutumée de dire que l'équilibre financier d'une entreprise est fragile, c'est surtout le dosage entre différents composants : Fonds propres et endettement à court terme, autofinancement et investissement, immobilisations actives.

Pascal Quiry & Yann le Fur. (2002). « Finance d'entreprise » Ed. Dalloz « P.821

La quête du bon équilibre doit être constant dans une entreprise, car il peut être reconsidéré à tout moment en fonction de l'activité, des résultats, ou de la situation de la trésorerie.

C'est pourquoi l'entreprise dont l'activité est en déclin, sans qu'elle puisse déterminer d'une manière simultanée ses charges, peut se retrouver déficitaire, en pénurie de trésorerie avec des fonds propres insuffisants, des capacités d'endettement réduites....

Les sources classiques de financement des investissements sont : L'autofinancement, l'apport en capitaux propres ou quasi fonds propres, l'endettement.

Le bon équilibre, c'est celui qui à la fois ne peut pas surcharger la capacité d'autofinancement, qui permet une meilleure rentabilité du capital, qui assure une indépendance et qui garantit la sécurité de l'entreprise. Ce mix renvoie à la théorie de la rentabilité et aussi à plusieurs choix stratégiques (Ex : Pouvoir, indépendance...).

1.4. Relations avec les apporteurs des capitaux :

Le chef de l'entreprise doit répondre à des critères stratégiques ou de gestion quant au choix d'investissements et la stratégie dans laquelle ils s'insèrent essentiellement. Dès que le problème de financement extérieur se pose, il se retrouve confronté à plusieurs questions :

- ❖ Les apporteurs des fonds ?
- ❖ Manière d'attractivité des capitaux ?
- ❖ Percussion sur l'entreprise ?
- ❖ Avantages et inconvénients ?

On constate trois types d'apporteurs de capitaux :

- ❖ Les actionnaires.
- ❖ Les banques
- ❖ L'état et collectivités locales

L'actionnariat est la pierre angulaire dans le choix de financement ; être actionnaire c'est souvent :

- ❖ Avoir un titre de propriété qui donne un certain pouvoir.
- ❖ Prévoir une rentabilité après l'achat d'actions.

Le dirigeant est tenu de connaître tout le temps l'incident d'un financement par augmentation de capital sur son actionnariat.

2. Augmentation de Capital :

L'augmentation du capital est une étape énorme, dont l'objectif est d'injecter des capitaux nouveaux dans l'entreprise, où encore accueillir des investisseurs étrangers, il s'agit en fait d'apporter au projet une grande notoriété et une certaine crédibilité.

C'est aussi un moyen de financement qui est utilisé dans plusieurs cas de figures. L'entreprise peut augmenter son capital pour faire face aux dettes accumulées. Le nouvel apport peut contribuer à de nouveaux investissements, soit avec l'utilisation des fonds, ou par un crédit bancaire, suite à la nouvelle capacité d'emprunt qui devient plus importante⁹.

Pour réaliser une augmentation de capital, plusieurs procédures s'offrent aux dirigeants :

- ❖ Augmentation en numéraire.
- ❖ Augmentation par apport en nature.

L'augmentation de capital ne se passe pas de la même manière dans toutes les entreprises. Elle est faite selon le statut juridique de chaque entreprise.

Le formalisme aussi diffère des EURL/SARL et des SASU/SAS, quant à la tenue d'une assemblée générale des associés, il faut respecter les directives inscrites dans les statuts de l'entreprise, ou encore la façon de déroulement de la prise de décision collective. L'augmentation de capital ne peut pas s'improviser.

2.1. Augmentation de capital par apport :

Sans apport, il n'y a pas de société.

En contrepartie de leurs apports les associés reçoivent soit des actions, soit des parts sociales. Ces apports peuvent être réalisés en numéraires, ou en natures (Ex : Immeuble, matériel, fonds de commerce, un brevet...) ou en industrie (Expérience, savoir-faire...).

Pendant la vie d'une société, les augmentations de capital sont plus souvent en numéraire. L'apport peut se réaliser soit par les associés actuels qui ont un droit préférentiel pour la souscription de nouvelles actions, soit par de nouveaux associés. L'associé s'engage à apporter une certaine somme d'argent, sa libéralisation sera au cours de laquelle l'associé verse la somme due, le délai de la libéralisation est fixé selon le type de société.

Thallian-Farrel. (2017). « L'augmentation de capital des entreprises en situation difficile ». Thèse. P29/30

2.1.1. Augmentation par incorporation de réserves :

L'application du bénéfice net en réserve augmente les fonds propres sans changer le capital social.

L'inclusion des réserves au capital a pour objectif de donner à la société un capital qui soit en rapport avec sa taille. Pour les actionnaires, cette augmentation de capital ne change en rien le partage des droits de propriété dans la société. Par contre, cette augmentation de capital présente une assurance aux créanciers, puisque les réserves peuvent être distribuées, alors que le capital reste bloqué.

Ces augmentations de capital sont courantes dans les années qui suivent la création de l'entreprise, puisque les seuils minimaux de capitaux sont faibles. Le maintien de certain montant de réserves permet à l'entreprise de supporter les pertes éventuelles sans avoir recours au changement du capital.

2.1.2. Augmentation par conversion de dettes :

Cette forme d'augmentation de capital, n'a aucun impact sur le passif, au contraire, c'est la conversion des créances que le tiers détient sur l'entreprise en action (Convertir les dettes), les créanciers de l'entreprise deviennent alors actionnaires, ils renoncent alors aux contrats conclus avec l'entreprise en contrepartie d'un droit de regard avec l'éventualité d'un pouvoir sur la gestion de l'entreprise.

L'augmentation de capital avec la conversion des dettes se fait dans deux cas :

- La conversion ou le remboursement d'obligations en actions. Le créancier renonce ainsi à sa qualité pour devenir actionnaire, dans cette situation, l'entreprise économise les frais financiers générés par le paiement des coupons sur l'obligation, ce qui se traduit par l'amélioration des résultats comptables en échange de distribution des dividendes.

2.1.3. Les problèmes posés par l'augmentation de capital :

Droit de souscription et droit d'attribution :

Aucun actionnaire n'est obligé de participer à une augmentation de capital. Dans le cas où il ne participe à l'opération :

- ❖ Son influence sur la société diminue (Coté pouvoir).
- ❖ Sa part dans les bénéfices diminue aussi vue l'augmentation du nombre d'actions composant le capital.

- ❖ L'actionnaire est privilégié s'il veut participer à l'opération de l'augmentation de capital, afin de lui éviter d'être diluée.

La solution à ces problèmes c'est l'émission des droits préférentiels de souscription, donc, pour participer à une augmentation de capital par apport en numéraire. Il est nécessaire de fournir un certain nombre de D.S, qui sont délivré gratuitement aux anciens actionnaires au quotient (Prorata) de leur participation dans le capital¹⁰.

2.2. Produits financiers sophistiqués :

- ❖ De nombreuses innovations financières ont été mises en place avec le cautionnement des pouvoirs publics, les entreprises possèdent actuellement de nouveaux outils de financement beaucoup plus en harmonie avec leur stratégie.
- ❖ Augmenter les fonds propres sans influencer les pouvoirs de l'entreprise.
- ❖ L'émission d'actions à dividendes prioritaires sans avoir droit à un vote, les nouveaux actionnaires perdent le pouvoir au profit de la rentabilité, et reçoivent en échange un dividende prioritaire distribuable avant les autres actionnaires, il est calculé sur la valeur nominale de l'action.
- ❖ L'obtention des financements externes (Non bancaires).

Pour l'actionnaire potentiel, une augmentation de capital comporte souvent un risque qui est lié à la rentabilité à court ou à moyen terme.

En lançant des obligations convertibles, l'entreprise satisfait les exigences de rentabilité du souscripteur en fixant avant l'emprunt les modalités de rémunération. Elle peut aussi répondre à son souhait de transformer son obligation en action et de pouvoir réaliser à terme une plus-value boursière.

L'investissement n'est pas nécessairement rentable dans l'immédiat. Ainsi, le souscripteur peut tirer profit du développement de l'activité, et l'entreprise peut ainsi élargir son actionariat et se préparer à une augmentation de capital au moment propice pour elle.

Conclusion

Il est énigmatique de comparer une entreprise sans prendre en compte sa caractéristique financière, certes, elle se développe dans une sphère financière qui la condamne à agir en prenant en considération certaines nécessités financières et sous certaines pressions financières.

Michel Jean. (2016). « Les 6 causes de vos problèmes de trésorerie ». Ed, du Puit Fleuri.P37

L'entreprise nouvellement créée désireuse d'être concurrentielle doit accroître son financement interne pour qu'il soit solide et efficace afin d'assurer sa continuité.

Il est primordial d'augmenter la sélection des moyens de financement dont disposent les entreprises pour continuer à mieux jouer leur mission dans l'investissement, le développement, la transformation ou l'emploi. Pour réduire la fragilité de l'entreprise, cette dernière est dans l'obligation de favoriser une diversité de moyens de financement face aux changements dans les marchés du crédit.

Quand une société désire augmenter son capital social, elle est susceptible d'accepter des biens de la part des associés.

Nous pouvons dire alors que l'augmentation de capital est une volonté d'intensifier les financements de l'entreprise, que ce soit pour investir, recapitaliser, renforcer la solidité financière, se désendetter ou disposer d'une meilleure trésorerie. C'est un moyen de financement qui doit combler des impératifs juridiques et financiers considérables et doit se faire dans une assemblée générale extraordinaire. L'augmentation de capital est donc un élément décisif dans la vie d'une entreprise. Sa réussite peut déterminer l'éternité d'une société, qu'elle soit cotée ou non.

Dans cet article, nous voulons instituer comment l'intensification de la concurrence dans la structure de financement des entreprises impacte les pratiques courantes des agents économiques. D'abord, il faut constater que l'accès aux moyens de financement représente un pari évident et croissant pour les protagonistes de ces techniques.

BIBLIOGRAPHIE

- 1) Albouy M. (1994) « Financement et coût du capital ». Ed Eyrolles
- 2) Bahini, Pierre. (2000) « Capital-risque mode d'emploi ».Ed. Organisation 2000.P37
- 3) Baron Louis. (1830) « interview » ministre des finances Français
- 4) Bouthinon, et al. (2007). « Le droit des société cotées et le marché boursier ».Ed. L.G.D.J.P.6
- 5) Casaubieilh, Thierry. (2003). « Théorie et pratique des obligations convertibles en actions et produits assimilés ». ed. Maxima. P. 61.
- 6) Charreaux, &Gerard. (2014). « Finance d'entreprise ». ED EMS.P.20
- 7) Financepourtout : (2019). « Effet de levier » Grandgouillot, Beatrice. Grandgouillot,
- 8) Francis. (2010/2011). « Finance » Ed. Gualino. P.77.
- 9) Guyvarc'h, et al. (2019) « Finance d'entreprise » Ed Focher P.7
- 10)Houssam ELRHOULAM (2021) ; « Aspect théorique de la modélisation de l'investissement » Revue internationale de Sciences de Gestion
- 11) Issa Habou (2011).« La structure de secteur bancaire marocain » Mémoire
- 12) Michel Jean. (2016). « Les 6 causes de vos problèmes de trésorerie ». Ed, du Puit Fleuri.P37.
- 13)Michel Levasseur. (1998). « Aimable QUITART ». « Finance ». 3^e éd. Economica.
- 14) Pascal Quiry & Yann le Fur. (2002). « Finance d'entreprise » Ed. Dalloz « P.821
- 15) Seux-Baverez,Xavier. (2003). « Droit des sociétés ». Ed, Gualino 186.
- 16) Thallian-Farrel. (2017). « L'augmentation de capital des entreprises en situation difficile ». Thèse. P29/30